

Le Quotidien du Peuple

Quotidien marxiste-léniniste

SAM. 29, DIM. 30, LUN. 31 MARS 1980 — No 62 (Nouvelle série)

Commission paritaire N° 56 942

Tél. 205.51.10

2F

LES GAZ DE LA POLICE FRANÇAISE

- A Quimper, deux manifestants vont peut-être perdre la vue
- Dans ses grenades lacrymogènes, la police aurait utilisé de nouveaux gaz



Les milliers de personnes qui manifestaient le 17 mars à Quimper contre la centrale de Plogoff ont-ils été des cobayes destinés à tester de nouveaux gaz mis point par la police ?

La question est aujourd'hui posée, alors que deux jeunes manifestants risquent de perdre la vue. Un des blessés, Jean-Michel Manac'h, témoigne : « Les policiers ont lancé à la main un petit cylindre à moins d'un mètre de moi, il a explosé et un liquide m'a aspergé. Il contenait des cristaux comme du sel mouillé. J'ai senti le liquide me piquer à travers la peau et j'ai été immédiatement aveuglé (...) Deux heures après que j'ai été me laver chez moi, les gens ne pouvaient pas me parler à moins de trois mètres, sinon ils pleuraient... ». Un autre blessé, atteint d'une « ulcération de la cornée et d'une opacité de l'œil droit », confirme ce témoignage. Plusieurs expertises ont lieu actuellement, notamment à Paris, pour déterminer la composition exacte des gaz employés par les CRS et les gardes-mobiles. Une chose apparaît d'ores et déjà certaine : il ne s'agit pas de gaz lacrymogènes « classiques ». Les manifestants en ont suffisamment l'expérience pour pouvoir faire la différence...

Paris, jeudi matin

Parents, instits, enfants disent toujours non à Beullac

Lire page 3

Procès de Gafsa : 15 condamnations à mort

Quinze condamnations à mort, cinq aux travaux forcés à perpétuité, ainsi que d'autres à de lourdes peines de prison, tel est le jugement inique que vient de rendre la cour de Sûreté de l'Etat tunisien dans le procès de Gafsa. De bout en bout, ce procès aura été une parodie de justice. Certains juges n'avaient-ils pas fait savoir dès avant le procès ce que serait leur jugement ? Quant aux observateurs internationaux délégués à Tunis, ils n'ont pas été admis dans la salle. Malgré tout, plusieurs accusés ont pu faire savoir qu'ils avaient été torturés par la police de Bourguiba. Si le pourvoi en cassation est rejeté, les sentences peuvent être appliquées dans une semaine.

Lire page 3

Marchais : Berlinguer est-il le quatrième de la « bande des trois » ?

En organisant jeudi soir à la porte de Pantin un vaste meeting de « riposte », la direction avait un objectif essentiel : faire la preuve que les attaques subies par le PCF n'étaient pas la détermination de ses militants. De fait, la mobilisation a été suffisamment intense pour qu'il y ait beaucoup de monde, et pour que Marchais — présenté quasi officiellement comme le candidat du PCF aux présidentielles — apparaisse comme ayant la confiance des militants. Les présidentielles, Marchais y pense vraiment beaucoup, et il a même présenté cette échéance comme « décisive »... pour mesurer l'influence du PCF par rapport au PS. Enfin, sans qu'il soit cité, Berlinguer a été une cible de taille jeudi soir : pour Marchais, il est coupable de la pire des fautes, celle qui consiste à s'acoquiner avec Mitterrand. Et Marchais sait de quoi il parle...

Lire page 4

Ekofisk : nouvelle catastrophe Une centaine de travailleurs sont morts

Une dizaine de corps repêchés, près de cent disparus, auquel il faut ajouter les 25 membres d'un bateau de sauvetage dont on est sans nouvelle, tel est le bilan provisoire établi vendredi matin, 12 heures après la plus grande catastrophe qui n'ait jamais eu lieu sur une plate-forme en mer du Nord.

La plate-forme « Alexander Kielland », qui s'est complètement retournée, peut-être sous l'effet de la tempête, servait d'hôtel flottant aux

travailleurs, presque tous norvégiens, qui opèrent sur le champ pétrolifère d'Ekofisk. Elle est conçue pour l'hébergement et 366 personnes, et il semble que 208 étaient présentes au moment du drame. La plupart étaient alors soit dans la salle de cinéma, soit dans le réfectoire, situé en-dessous. Beaucoup ont pu se sauver, certains à la nage, d'autres sur des canots pneumatiques, en pleine tempête. Mais la majorité est restée coincée à l'intérieur de la plate-forme. Les secours sem-

blent s'être organisés rapidement, avec l'intervention des avions britanniques et surtout des multiples navires environnants, qui ont aussitôt ralliés le lieu de la catastrophe. On se souvient qu'en 1977 un puit de champ pétrolifère d'Ekofisk, qui appartient à la compagnie de forage « Stavanger », s'était rompu, provoquant un gigantesque incendie. La conception des plates-formes pétrolières avaient alors été mise en cause.

La position de forces cambodgiennes sur l'invasion vietnamienne

Par Claude LIRIA

Après l'interview de Mme Ieng Thirith, du gouvernement du Kampuchea démocratique, voici les positions d'autres forces ou organisations cambodgiennes qui se prononcent contre l'invasion vietnamienne au Cambodge. Il s'agit de « forces nationalistes », dont certains membres étaient au côté du pro-américain Lon Nol pendant la guerre de 1970 à 1975, tandis que d'autres sont sihanoukistes ou simplement patriotes.

Il est possible qu'il existe au Cambodge de petits groupes locaux (dont certains auraient passé des accords avec la résistance « khmère rouge », mais nous ne les connaissons pas suffisamment pour donner leur position.

Il existe encore des groupes de pillards, contre-bandiers et trafiquants de marché noir qui s'intitulent pompeusement « guérilleros nationalistes » comme ce pseudo-prince Souriyavong dont la seule chance est de pouvoir

khmer. Le bateau Cambodge sombre et son peuple se noie. Certains dont nous sommes, sont montés à bord pour tenter d'aider. D'autres restent sur la berge, ce n'est pas à moi de les juger ».

Au début de la constitution du FNLPK, les propositions d'alliance lancées par la résistance du Kampuchea démocratique ont été farouchement rejetées par Son Sann : « S'unir n'est pas possible. Nous sommes au service du peuple et celui-ci n'accep-

miennes, sous le contrôle des Nations Unies, d'une conférence internationale et d'élections au suffrage universel et secret ».

LA CONFÉDÉRATION PRÉSIDIÉE PAR SIHANOUK

Comme autre force nationaliste constituée, il existe la Confédération des Khmers nationalistes, présidée par le prince Sihanouk. Cette confédération regroupe diverses organisations autonomes, certaines sont composées d'anciens partisans ou ministres du pro-américain Lon Nol, tandis que d'autres, dirigées par d'anciens membres du gouvernement en exil de Sihanouk pendant la guerre anti-américaine, sont sihanoukistes.

Sihanouk, d'abord hostile à la lutte armée, a depuis révisé sa position et appelé au combat contre l'envahisseur vietnamien. Malheureusement, cet appel est resté lettre morte au niveau de la Confédération puisqu'il n'a pas été suivi d'effet : la confédération ne lutte pas par les armes sur le terrain.

Malgré plusieurs appels à l'union lancés par la résistance du Kampuchea démocratique, Sihanouk refuse toute collaboration avec ceux qu'il appelle « les Polpotiens ».

LA SOLUTION PRÉCONISÉE PAR SIHANOUK

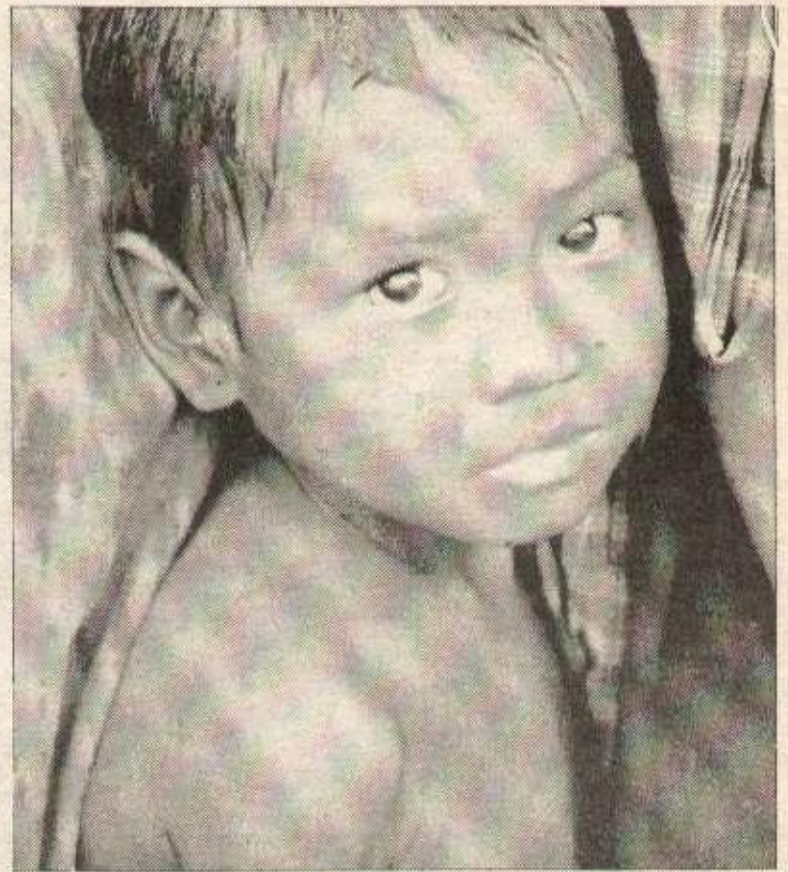
Voici la position de Sihanouk, sur la solution politique : parlant du Vietnam, il dit : (...) « Ce grand voisin nous impose depuis janvier 1979 un « gouvernement kampuchéen » qui n'a aucune racine dans notre peuple et notre nation, qui est venu chez nous dans les fourgons de l'étranger et qui n'a

tera jamais plus la barbarie des Khmers rouges. Notre seul point commun, dans l'immédiat, est que nous combattons les Vietnamiens chacun de notre côté ».

UNE ÉVOLUTION IMPORTANTE

Il semblerait, dernièrement, que ce refus d'alliance avec la résistance du Kampuchea démocratique, ait évolué. On a parlé, il y a une quinzaine de jours, à l'occasion d'un voyage du président du Kampuchea démocratique, Kieu Samphan, en Chine et en Corée du Nord, d'une possibilité de rencontre entre les deux dirigeants. Mais il n'y a, pour l'instant, aucune déclaration officielle de Son Sann allant dans ce sens.

Enfin, en ce qui concerne la solution politique, la position du FNLPK est globalement la même que celle avancée par la résistance du Kampuchea démocratique ou par le prince Sihanouk : « Le vote de l'ONU est une planche de salut pour le Cambodge. C'est à partir de cette résolution qu'il faut ouvrir en vue d'un cessez-le-feu, d'un retrait des forces armées vietna-



Quel avenir pour le peuple cambodgien sous la loi de l'occupant ?

aucune compétence pour administrer un pays jadis hautement civilisé, aujourd'hui renvoyé presque à l'âge de pierre. (...)

La solution la plus logique et la plus équitable à apporter au tragique problème du Cambodge ne peut être que la suivante :

— Premièrement, envoi au Cambodge d'une Armée onusienne ou de contingents armés de pays non-alignés pour réaliser chez nous le cessez-le-feu, prendre la relève des troupes vietnamiennes d'occupation et désarmer les Cambodgiens belligérants.

— Deuxièmement, organisation sous contrôle international d'élections générales au suffrage universel et au scrutin secret, permettant au peuple cambodgien d'exercer ainsi sa souveraineté et d'élire librement les dirigeants et le gouvernement dont il veut doter son pays. A cet égard, il est bien entendu que tous les partis politiques, sans exception, pourront présenter leur candidature. Le parti communiste des Khmers rouges et celui de M. Heng Samrin qui, l'un et l'autre, affirment urbi et orbi qu'ils jouissent à l'heure actuelle, chacun de son côté, du ferme soutien de la totalité de la nation cambodgienne, auront ainsi une belle occasion de légitimer leur « gouvernement » et d'affirmer la légalité de celui-ci. Mais, si notre peuple décide de choisir à leur place de parti de Norodom Sihanouk ou un autre parti politique pour gouverner et administrer le pays, il

faudra respecter sa volonté qui s'exprimera par les bulletins de vote et non pas par les coups de fusil et de canon.

— Troisièmement, neutralisation du Cambodge avec garantie internationale. Le Cambodge n'appartiendra ni au Monde libre, ni au monde communiste, ni au camp de l'ASEAN.

La condition sine qua non de viabilité pour le Cambodge et de paix et de stabilité pour l'Indochine, pour le Sud-Est asiatique, pour l'Asie et pour le monde, est la neutralisation complète et définitive du Cambodge, dont la politique extérieure devra comporter ce point essentiel : il devra être ami avec tous les États et gouvernements qui respectent sa neutralité, sa souveraineté et son intégrité territoriale. Il ne devra pas être hostile à la République populaire de Chine ou à l'URSS ou à la République socialiste du Vietnam ou au Laos ou à l'ASEAN... Il acceptera de normaliser ses relations (diplomatiques) et de coopérer sur le plan économique, technique, culturel et sur un pied de parfaite égalité avec la Chine d'une part, l'URSS et le Vietnam d'autre part. Il ne devra en aucun cas prendre parti pour l'un ou l'autre camp antagoniste. Au contraire, il devra donner l'exemple d'un véritable non-alignement et se rendre compte que son existence même est et restera conditionnée par son amitié et sa correction vis-à-vis de la R.P. de Chine comme vis-à-vis de l'URSS et de la R.S. du Vietnam (...)

« Les Vietnamiens sont engagés dans une guerre coloniale parfaitement injuste »

Le FNLPK est très clair sur le combat à mener contre l'invasion vietnamienne et sur les objectifs du Vietnam de mettre la main sur le Cambodge : « Les Vietnamiens ont toujours été à l'étroit au Tonkin — c'est pour cela qu'ils ont « libéré » le Champas (au 17e siècle) et l'on sait ce qu'il est advenu de la race des Chams : elle a disparu.

Ensuite, ils ont « libéré » le Kampuchea-Khrom (Cochinchine) et l'on sait ce qu'il est advenu des Khmers qui y vivaient. Le Nord-Vietnam a également « libéré » le Sud-Vietnam, et l'on connaît le sort réservé au FNL. Puis, ce fut le tour du Laos et aujourd'hui du Cambodge. (...)

Le Vietnam sait, par expérience, qu'un occupant ne peut pas résister à la volonté de tout un peuple. (...) Nous ne sous-estimons pas l'appareil militaire de Hanoi, mais les Vietnamiens ont des problèmes de moral avec leurs soldats sudistes, et de logistique. Ils sont engagés dans une guerre de type colonial et d'annexion parfaitement injuste. Ils violent les principes du non-alignement et viennent d'être condamnés par les Nations Unies. Notre cause est juste, le peuple est à nos côtés. »

trafiquer une partie de l'aide alimentaire accordée aux réfugiés cambodgiens à la frontière thaïlandaise et qui n'a jamais tiré un seul coup de feu contre l'occupant vietnamien. Il est évident que de tels groupes n'ont rien de commun avec une quelconque résistance anti-vietnamienne.

LE FNLPK, PRÉSIDIÉ PAR SON SANN

Par contre, sur le terrain, existe une organisation nationaliste authentique que les médias occidentaux ont présentée comme la plus sérieuse avec celle du Kampuchea démocratique. Il s'agit du front national de Libération du peuple khmer (FNLPK) présidé par Son Sann. Dix-sept fois ministre sous le gouvernement de Sihanouk, Son Sann a décidé en août 1979 de constituer des groupes de maquis au Cambodge. Il faut rappeler qu'à l'époque, le prince Sihanouk s'était déclaré hostile à la lutte armée contre l'envahisseur. Ce qui fit dire à Son Sann : « Nous avons le devoir d'exister, ne serait-ce que pour donner courage au peuple



Sihanouk converse avec des moines bouddhistes lors de son séjour au Cambodge en 1973, pendant la guerre de résistance anti-américaine.

Paris, jeudi matin

Parents, instits, enfants disent toujours non à Beullac

A la préfecture, jeudi matin, la journée n'avait pas commencé sous le signe du dialogue : des enseignants et des parents, venus de bonne heure, avec leurs enfants, s'étaient fait sortir par les flics, envoyés en grand nombre. Chacun des manifestants avait été sans douceur saisi sous les bras par deux policiers, qui avaient ordre de mettre en terme rapide à un sit-in, incompatible avec la sérénité des débats sur les fermetures.

Tout au long de la matinée, le rassemblement s'était gonflé des délégations venues des arrondissements de Paris. Beaucoup d'enfants, avec des mini-baneroles, des inscriptions sur des sortes de dossards. Une ambiance détendue, avec les chants destinés à Beullac, les comptes à rebours jusqu'aux 25 élèves par classe, les couronnes mortuaires à la mémoire de l'école publique. Une grande banderole, haute en couleurs, rappelle les préoccupations des enseignants et des parents : ils veulent une autre école, ouverte sur la vie...

Tout ce remue-ménage n'est guère du goût de l'imposant service d'ordre mis en place pour empêcher l'accès à la préfecture, bouclée de tous les côtés. Il faudra même un nouveau sit-in, au milieu de la rue,

pour sortir des quelques dizaines de mètres carrés où la préfecture voulait cantonner les manifestants. Malgré la présence des enfants, les policiers montreront sans cesse leur hargne, leur vulgarité, leur brutalité prête à éclater à chaque mouvement.

La délégation parents-enseignants, partie porter des pétitions et un cadeau-surprise composé de quelques boîtes de sardines, allusion à la situation qu'on

nous promet dans les classes à la rentrée, reviendra vers midi pour expliquer que le Conseil Départemental était en train d'éplucher chaque cas de fermeture l'un après l'autre. Autant dire que le principe de dizaines de fermetures sur Paris n'est nullement remis en cause et qu'on est simplement en train de mégotter sur quelques cas précis... Rien à voir avec la revendication au cœur du mouvement, qui reste bien « aucune ferme-

ture, 25 élèves par classe ». Fermeté du ministère et de la préfecture, mollesse extrême des structures comme le SNI ou les parents d'élèves Cornec qui proposent pour après les vacances, une journée école déserte... un samedi, il est certain que le mouvement, parti de la base tant du côté des parents que des instituteurs, a encore du fil à retordre. Mais la volonté y est...

Monique CHÉRAN



Selon les étudiants et stagiaires maliens en France

Mali : assassinats, tortures, arrestations se multiplient dans le milieu étudiant

Cette semaine, nous dénonçons l'assassinat du dirigeant de l'Union Nationale des Étudiants et Élèves du Mali, sous la torture et la recrudescence de la répression contre le mouvement étudiant. Voici des extraits du document de l'Association des Étudiants et Stagiaires maliens en France (AESMF) qui apporte des précisions à ce sujet.

L'hystérie répressive ne fait que s'accroître, confirmant, hélas, toutes nos analyses et toutes nos craintes :

1 - Ce sont d'abord les ASSASSINATS :

- de notre camarade Abdoul Karim Camara dit Cabral, secrétaire général de l'UNEEM. Il est décédé après que les sbires fascistes aient réussi à lui arracher sous la torture une déclaration enregistrée qui fut passée à *Radio-Mali*. Cette déclaration appelait au nom du bureau de l'UNEEM à la reprise des cours et soulignait que la lutte était terminée et que le bureau de l'UNEEM se désolidarisait de tout désordre. Torturé, battu à sang, puis pendu par les pieds toute une nuit, il a succombé à l'invasion de son cerveau par le sang (du fait de la position). Le régime refuse de rendre son corps qui aurait été enterré à Gao.

- de notre camarade Ro-

kha Kouyaté, secrétaire générale du comité UNEEM du lycée de jeunes filles. Elle aurait aussi été enterrée à Koulikoro.

- de notre camarade Moulaye Diarra de Ségou qui également succombé à ses graves blessures.

A cette liste il faut ajouter deux cas de professeurs sur lesquels planent des incertitudes : soit Mamadou Doucouré dit V-éro, soit Victor SY. L'un des deux ou tous les deux auraient succombé à leurs tortures.

2 - Sont dans un ETAT COMATEUX, par suite des bastonnades et tortures.

- Thiam, secrétaire général du comité UNEEM du lycée Sankoré.

- et Tiéblé Dramé.

3 - Ont été DEPORTÉS à Kidal, 90 élèves et étudiants.

NOUVELLES MESURES REPRESSIVES

L'attitude officielle du pouvoir face à tous ces évé-

nements se résume ainsi :

- confirmation du décès de Cabral et présentation de «vifs regrets» à ses parents.

- négation formelle de ce qui est appelé «rumeurs» sur les autres morts par suite des conditions atroces de détention et une série de nouvelles mesures fascistes :

- incorporation dans l'armée de tous ceux pris en flagrant délit de «vandalisme».

Il s'agit en fait des élèves et étudiants déportés dans les bagnes du Grand-nord.

- les responsables des bureaux de l'UNEEM seront traduits en justice.

- les professeurs qui ont participé à une réunion dite non-autorisée (ce qui est archi-faux) seront également

déférés devant les tribunaux. (...)

Face à tout cela, les scolaires qui avaient répondu à l'appel radiodiffusé de Cabral en reprenant les cours le lundi 17 mars, sont ressortis le lendemain à l'annonce de son décès le même jour. Depuis, ils ont créé une semaine de deuil, occupent l'avenue de l'indépendance, font le siting devant le siège du BEC (le parti unique de Moussa Traoré au pouvoir), avec un cercueil vide, réclamant le corps de notre camarade Cabral aux cris de «A bas Bokassa-Traoré», «Bokassa II», «Vive Tiekoré», «Vive Modibo». Une marche aurait même eu lieu le vendredi 21 mars.

Pour terminer, l'AESMF appelle à envoyer des télégrammes et à protester auprès des autorités maliennes.

Samedi 29 mars à 14 h 30, Salle de l'AGECA, 177 rue de Charonne, aura lieu à un meeting d'information (Métro Alexandre Dumas).

Procès de Gafsa : 15 condamnations à mort

Le procès de Gafsa s'est terminé comme il avait commencé : de la manière la plus inique qui soit. Sur les cinquante accusés, tous tunisiens, qu'avait à « juger » la cour de Sûreté de l'État tunisien, 15 ont été condamnés à mort, dix aux travaux forcés à perpétuité, 5 à 20 ans de travaux forcés, et les autres à de fortes peines.

L'instruction a duré moins d'un mois, et le procès s'est déroulé à huis clos, après que plusieurs observateurs internationaux aient été empêchés d'y assister. Dès avant le procès, plusieurs membres de la cour de Sûreté de l'État avait déclaré, devant l'Assemblée nationale tunisienne, que les accusés devaient être condamnés à mort.

L'arrêt étant sans appel, les condamnés n'ont que sept jours pour se pourvoir en cassation, tandis que cette juridiction à sept jours également pour rendre son avis.

Au cours du procès, un des principaux accusés, Ahmed Mergheni, condamné à mort, a déclaré : « Je suis venu à Gafsa en pensant qu'il y aurait un mouvement de masse. Je ne suis le valet de personne. Ce qui importe, c'est de changer la structure du régime tunisien, et tous les moyens pour y parvenir sont bons. Je me sers des Libyens comme eux se servent de moi ». Un autre accusé, Ezzedine Cherif, a, quant à lui, évoqué l'Algérie parmi « les principaux instigateurs de l'attaque de Gafsa ».

Communiqué

(...) « Nous ne pouvons que déplorer et dénoncer le silence complice de certains journaux et médias français qui, cédant aux pressions et aux intimidations des autorités tunisiennes, ont fait un intolérable black-out sur le déroulement du procès de Gafsa.

Qu'on imagine en effet un seul instant la réaction de ces mêmes médias à un procès et à un verdict identiques qui se seraient déroulés ailleurs qu'en Tunisie, paradis du tourisme européen et allié traditionnel et d'instinct à l'impérialisme.

Même si nous ne nous faisons guère d'illusions sur l'esprit de responsabilité de nos gouvernants, nous en appelons, aujourd'hui, à toutes les forces démocratiques et de paix pour qu'elles mettent tout en œuvre afin d'éviter que l'irréparable ne soit commis.

Quelque soit le jugement porté sur l'opération de Gafsa et quelles que soient les divergences d'appréciation qui peuvent séparer les militants tunisiens dans leur ensemble sur les moyens mis en œuvre et les soutiens extérieurs sollicités et obtenus par les insurgés, tous les démocrates, les progressistes et les patriotes tunisiens doivent s'élever contre le verdict de terreur du 27 mars et se mobiliser pour tenter d'arrêter les mains des bourreaux.

Il faut le dire avec force, autant que l'acquiescement, le silence équivaut en pareille circonstance à une complicité dans le crime. »

Groupe tunisien d'information, d'action et de défense anti-impérialiste c/o ATC 46, rue de Vaugirard 75006 Paris.

Comité d'information et de défense des victimes de la répression en Tunisie - BP 397 75025 Paris Cédex 01.

Le 17 mars à Quimper «Mr le commissaire, je voudrais savoir ...»

«M. Le commissaire Morinaux, je voudrais savoir». Le 17 mars, M. Manach a été très grièvement blessé lors de la manifestation en soutien aux emprisonnés de Plogoff. Un témoin, Mme Michel Le Calvez, institutrice a écrit au journal *Ouest-France*. «M. le commissaire Morinaux, je voudrais savoir : ce liquide sur le trottoir du Styvel, le 17 mars vers 22 heures, était-ce du parfum de chez Lanvin ou du pipi de chat ? (...) Les CRS ont tiré une drôle de grenade, qui a éclaté à hauteur de mon visage, éparpillant des morceaux de plastique en flammes que j'ai esquivé en sautant à plusieurs reprises.

J'ai vu une ampoule se briser au sol, libérant un liquide qui a formé deux traînées sombres sur le trottoir... Il n'y avait pas de gaz. De nombreux témoins ont vu la scène et examiné la trace au sol. Une brûlure terrible aux yeux ne permettait pas de rester plus de quelques secondes au-dessus de cette coulée. J'ai pensé à verser de l'eau à cet endroit, à cause des enfants qui viendraient à l'école le lendemain, et aussi à cause des chiens...

J'ai ramassé les débris de l'ampoule. Une amie, dont les doigts ont bleui et se sont engourdis pour plusieurs jours, a mis la gaine et le bouchon de la grenade en plastique transparent, coloré de vert orange dans un sac que je lui tendais. Trois jours après, il était impossible d'approcher le sinistre objet. J'ai pensé : «Si ce liquide avait atteint mes yeux, ceux de mes amis, de mes enfants ?...»

On attend toujours des explications sur les nouvelles méthodes de la police...

politique

Le Matin reparait Frossard en dernière page

Après leur grève de mercredi qui avait empêché la parution du journal, les journalistes du *Matin* ont repris le travail « parce que la prolongation aurait pu mettre en péril l'existence même d'un journal qui remplit une fonction informative et politique essentielle dans la France d'aujourd'hui ». Les problèmes n'en sont pas pour autant disparus : Perdriel, le patron du *Matin*, a bien confirmé l'embauche de Frossard, ex-billetiste du *Figaro* (Cavaliier seul) et autour du fameux « Dieu existe, je l'ai rencontré ». L'accord intervenu entre les patrons et la rédaction semble particulièrement fragile : Frossard ne publiera pas son billet quotidien à la une, comme il était initialement prévu mais en dernière page. De plus, les journalistes qui s'en sentiraient l'humeur pourront eux aussi, de temps à autre, rédiger des « billets » dans les pages intérieures. Il n'en reste pas moins qu'une des grandes signatures de la presse Hersant se retrouve maintenant dans l'organe officieux des rocardiens.

Et comme un malheur n'arrive jamais seul, on a appris hier que Frossard récitera chaque matin un éditorial sur RTL.

Une grosse colère de Michel Debré

On savait Debré coléreux. L'ancien premier ministre, âgé aujourd'hui de 68 ans, a justifié cette réputation jeudi, en claquant la porte des journées parlementaires du RPR. Tout avait commencé la veille, quand le chef du groupe parlementaire RPR, Labbé, avait déclaré à la tribune : « Nous ferons le choix du meilleur candidat pour la France. Jacques Chirac est le meilleur candidat ». On entendit aussitôt fulminer « michou la colère », qui lui aussi se sent des velléités de candidature, et qui l'a fait savoir récemment au *Club de la Presse d'Europe 1*. Mais les meilleures colères sont les plus froides, et ce n'est que le lendemain jeudi, à l'issue d'une messe où probablement la grâce l'avait atteint, que Debré fit connaître sa décision. « J'ai été insulté », dit-il alors. Peut-être Debré considère-t-il comme une insulte le fait qu'on puisse lui préférer Chirac.

A n'en pas douter, ce coup d'éclat aura quelques répercussions internes sur le RPR, sans toutefois qu'on doive en exagérer l'importance. Tout en bénéficiant d'une grande estime, Debré n'est jamais apparu comme un possible leader du RPR, et les piètres résultats au présidentielles que lui accordent les sondages actuels donnent à penser qu'il serait vraiment le « mauvais choix » pour les gaullistes.

Sondage 81 : Giscard et Rocard à égalité

Tout reste possible en 1981, si l'on en croit le dernier sondage « présidentielles » que vient de publier *Paris-Match*, et qui a été réalisé par *Public SA*.

Vu les incertitudes qui demeurent sur l'identité du candidat socialiste, trois figures sont possibles au premier tour :

- Giscard obtient 43 %, Mitterrand 26 %, Marchais 18 % et Chirac 15 %.
- Giscard obtient 38 %, Rocard, 33 %, Marchais 17 % et Chirac 12 %.
- Giscard obtient 47 %, Joxe 15 %, Marchais 21 % et Chirac 17 %.

En cas de duel Giscard-Mitterrand au second tour, c'est le président sortant qui l'emporte aisément avec 56 % contre 44 % à son rival.

En cas du duel Giscard-Marchais, le premier l'emporte dans un fauteuil, 70 % contre 30 %.

Par contre, le duel Giscard-Rocard se traduirait, selon les sondages, par un résultat égal, 50 % de part et d'autre.

Près d'une voiture sur deux vendues en France est une Renault

Pour les deux premiers mois de l'année 1980, la production automobile française a augmenté de 3,5 %, les exportations de 5,1 %, et les immatriculations de 0,1 % (318 373 voitures particulières vendues en janvier et février). Ces chiffres globaux masquent cependant une évolution qui ne semble pas conjoncturelle : tandis que la production de PSA Peugeot-Citroën baissait de 10 %, celle de Renault s'est accrue de... 23,6 %.

Pour les deux premiers mois de 1979, PSA Peugeot assurait 59,4 % de la production française, contre 40,6 % à Renault. En janvier et février de cette année, la tendance tend à se renverser : 51,8 % pour PSA, et 48,6 % pour Renault.

Actuellement, et selon les chiffres officiels fournis jeudi, Renault assure 41,6 % du marché français, PSA Peugeot 38,3 % et les importations 20,1 %.

Si cette « redistribution » des cartes venait à se confirmer, elle entraînerait probablement de très sérieuses répercussions pour le groupe PSA, et en premier lieu, évidemment, pour son personnel.

Rassemblement Porte de Pantin

Contre la « bande des trois » et Berlinguer, le candidat Marchais affirme l'identité du PCF

« Nous n'avons rien à voir avec ces politicards, ces bourgeois magouilleurs et profiteurs », les drapeaux rouges réapparus en nombre sont là pour faire écho au secrétaire général de la JC, Zarka, à qui il revenait d'introduire le long discours de Marchais jeudi soir à la porte de Pantin.

A l'image sans doute de son immeuble de verre de la place du Colonel Fabien, le PCF n'a rien à cacher : « Peut-être être plus transparents que nous le sommes ? » Les sifflets qui accueillirent l'évocation des Giscard et des Chirac n'étaient pas moins nourris — il s'en faut — pour saluer celui qui est maintenant « le plus vieux politicien de France », François Mitterrand. Rassemblés sous deux chapiteaux et sous la halle du pavillon de Paris, les membres du PCF de la région parisienne affirmaient en semble leur identité face à la « bande des trois » ; fait plus nouveau : cette identité devait s'affirmer également, et sans qu'il ait besoin d'être nommé, face au PC italien coupable de cautionner la social-démocratie.

Acte d'accusation, réquisitoire contre Giscard (« et les politiciens du capital ») tel fut l'essentiel du discours du secrétaire général du PCF, ou plutôt du candidat du PCF à l'élection présidentielle qui « approche ». Car là est l'objectif de lutte d'ores et déjà fixé pour les militants. En effet l'élection de 1981 « décidera de l'avenir dans une large mesure » annonce-t-il d'entrée. « Pour Giscard d'Estaing, pour Chirac et pour François Mitterrand, il faut qu'elle leur permette d'atteindre leur but essentiel : gérer la crise ensemble en se partageant le pouvoir. Or il y aura un candidat communiste. Tout dépendra de son résultat ». Pas question comme avant mars 1978 de fixer la barre à 25 % des voix, le réalisme

est de mise il s'agit de maintenir l'influence électorale du PCF que la « bande des trois » s'acharne à réduire.

A l'inverse de la remarquable discrétion observée par *L'Humanité* lors de l'affaire des diamants de Bokassa et des autres qui firent parler cet automne, le thème de la corruption prend aujourd'hui une place de choix dans le discours du PCF. « Les injustices, les vices, les tares, et les crimes » il faut les voir « du côté des dirigeants du système du capital et de ceux qui contribuent à sa survie ». Suivez mon regard il va ici droit au PS.

Il y a peu à dire du long réquisitoire dressé contre la politique menée par « les commis des milliardaires et

des nantis ». Bilan accablant que personne parmi les travailleurs ne contestera.

Il faut malgré tout souligner un oubli de taille parmi les chefs d'accusation scrupuleusement énumérés et détaillés pendant près d'une heure par Marchais. Pas un mot ne fut prononcé par lui, porte de Pantin pour dénoncer le sort réservé sur notre sol aux travailleurs immigrés, pas un mot pour dénoncer les lois Bonnet et le racisme d'état ni pour exiger la régularisation des travailleurs sans papiers. Faut-il voir dans ce mutisme troublant la marque d'un début de campagne électorale ?

Après la longue série des « j'accuse » et le procès du soi-disant « Monde libre » Marchais s'attache à répondre à la question, « par quelle voie parvenir au changement ? Comment faire ? ». Ici vient la réponse attendue à la récente rencontre entre celui qui était il y a peu encore son « ami Enrico » et Mitterrand. L'importance accordée à cette question est à la mesure du trouble qu'elle est susceptible de provoquer dans les rangs de son parti. Désormais les propos tendant à dissimuler ou atténuer les divergences ne sont plus de mise.

La dénonciation des partisans d'une « soi-disant euro-gauche » est sans appel et englobe à l'évidence — sans qu'ils soient nommés — les dirigeants du PC italien. Presque toute leur politique de compromis historique (vis-à-vis de laquelle le PCF n'hésitait pas à manifester autrefois sympathie et compréhension) tombe sous le coup des condamnations prononcées par Marchais.

« Les partisans de la soi-disant euro-gauche » sont pour l'austérité, pour le redéploiement, pour l'élargissement de l'Europe, pour la supranationalité, pour subordonner l'avancée vers le socialisme au cadre européen etc...

Contre l'euro-gauche Marchais revendique l'attachement et la fidélité de son parti à un « eurocommunisme » dont on ne saisi plus très bien la substance. Parmi les étrangers invités en première partie de meeting à témoigner sur les droits de l'homme le seul représentant d'un parti européen était Théodorakis qui était venu célébrer comme un « devoir politique, combatif, révolutionnaire » sa solidarité avec Marchais et l'Union Soviétique.

Pierre MARCEAU

Les criminels en col blanc

Une paire de chaussures à 4 500 F, impensable ? Il s'en vend ainsi 80 paires chaque mois, chez Hermès. Une note de restaurant de 300 F par tête, exceptionnel ? Il y en a 2 000 chaque jour, pour les seuls restaurants parisiens. Des Maserati à 265 000 F, uniques ? 29 ont été achetées l'an dernier, et 50 sont déjà commandées pour 1980. Voilà quelques chiffres que cite *Le Nouvel Economiste*, dans son dernier numéro. Car la provocation s'étale au grand jour. Allez chez le fourreur Revillon : vous y verrez des bourgeois acheter des zibelines à 250 000 F. Allez dans les agences de voyage : vous y apprendrez que le paquebot *Queen Elizabeth* organise des tours du monde (en 80 jours) à 265 000 F par personne, et qu'il est toujours plein. Allez chez Dior, et vous saurez qu'il s'est vendu l'an dernier 1 000 robes à 10 000 F chacune.

Tout cela, il faut que les

chômeurs, ou les familles populaires, le sachent. Comme ils doivent savoir d'ou vient l'argent. *Le Nouvel Economiste* publie également à ce propos quelques chiffres intéressants, fournis par le « service d'études pénales et criminologiques ». La fraude fiscale a rapporté à ses auteurs en 1979 la bagatelle de 61 000 millions de francs, les infractions « économiques et financières » 2 855 millions de francs, et la fraude sur la « réglementation des changes » 3 427 millions de francs. A titre de comparaison les vols à main armée, eux, n'ont rapporté à leurs auteurs « que » 154 millions de francs, et le trafic de drogue 187 millions de francs. Bref, la « criminalité en col blanc » — dont ne fait pas partie l'exploitation des salariés, principale source de revenu — est prêt de 20 fois supérieure à l'autre criminalité. Et beaucoup moins réprimée...

Prix agricoles : +3,5%

La hausse sera répercutée à la consommation

Le prix à la production du lait et du bœuf augmenteront de 3,5 % en France. Tel est le résultat pratique des décisions que viennent de prendre les ministres de l'agriculture des Neuf, réunis à Bruxelles.

Cette augmentation, qui sera effective à partir du 1er avril, était déjà en vigueur, par anticipation, pour le porc, et elle devrait s'étendre à d'autres produits agricoles prochainement. Officiellement, il n'a pas été question de cette hausse, puisque les ministres n'ont fait que dévaluer le « franc vert » de 3,7 %, ce qui amène au terme d'un mécanisme complexe la hausse précipitée. Les ambitions du ministre français étaient plus élevées, puisqu'il a promis à la FNSEA une augmentation de prix à la production « d'au moins 8 à 8,5 % », ce qui passe nécessairement pour la suppression définitive des montants compensatoires. En France, ceux-ci

subventionnent les importations et taxent les exportations ; ce qui diminue d'autant les revenus des agriculteurs. C'est l'inverse dans d'autres pays.

Les ministres de l'agriculture devaient discuter d'une autre question : les prix de la prochaine « campagne » agricole commune. Faute d'un accord, ils ont décidé de continuer les prix en vigueur actuellement, avant de se revoir le 21 avril, peu avant le conseil européen, dont la nouvelle date vient d'être donnée : les 26 et 27 avril.

Tout porte à croire déjà que l'augmentation des prix à la production — mesure positive pour les petits agriculteurs — va être répercutée quasi automatiquement pour les consommateurs. Il faut donc s'attendre à une augmentation des prix (libérés) du beefsteak et du lait et de ses dérivés (beurre, yaourts, fromages, etc.).

Usinor-Dunkerque : sécurité, rien de réglé

Décidément, non seulement les problèmes essentiels de la sécurité du travail demeurent posés à Usinor-Dunkerque, mais la direction s'en tient obstinément à sa vieille politique d'obstruction.

PRIME ET DIVISION

Il y a quelques mois, c'était la mort brutale de Lionel Poix, jeune ouvrier venu de Denain. Il allait seul, en pleine nuit, chercher des échantillons d'eau dans le décanter du train à bandes. Le CHS avait lancé le problème au niveau du comité d'entreprise en demandant que désormais, pour faire les prélèvements, il n'y ait plus un seul travailleur mais deux. Un acieriste membre du CHS le raconte : « Ils ont dit : vous avez peur de quoi ? Ils ont mis une bouée de sauvetage près du décanter, mais si le gars continue à travailler seul, qui lui lancera la bouée ? Ainsi, depuis Poix, ça n'a pas changé. Les gars vont seuls au bassin. Il y avait déjà eu la mort de Moreau à l'énergie, ils travaillaient seuls et ils ont essayé de faire passer cela comme un suicide, pour eux un truc est primordial, produire, produire, produire. La sécurité, ils s'en foutent ».

Ses paroles malheureusement ne sont que trop conformes à la réalité. Le système Usinor repose sur des primes à la sécurité qui représentent environ 266 F à 300 F par trimestre. Les ouvriers sont ainsi véritablement poussés à ne plus déclarer leurs accidents.

Résultat : cela finit par créer les poly-accidentés. Prenons l'exemple de l'aciérie qui est divisée en deux secteurs, affinage et production. Si un accident se produit à l'affinage, personne ne touche la prime, ou bien elle est diminuée. Cela crée une division dans ce secteur et également entre les deux secteurs. Ceux de l'affinage disent : « ceux de la production ont touché la prime, pas nous ». « Finalement, nous dit un membre du CHS, on pousse les travailleurs à se retourner contre le camarade qui a subi l'accident : comment as-tu fait ? ». Bref, non seulement Usinor ne règle pas les problèmes de sécurité, par des mesures réelles, mais la direction utilise ces problèmes pour développer la division parmi les travailleurs.

UN MYSTÈRE

Lorsqu'il y a un accident, une enquête en principe est ouverte pour en déterminer la cause avec précision. Cela est important si on veut éviter le retour de cet accident. Mais trop souvent, la voix des travailleurs n'est pas écoutée, et les enquêtes débouchent sur des conclusions proprement stupéfiantes qui escamotent les responsabilités d'Usinor et ne peuvent en aucun cas conduire à des améliorations réelles des conditions de travail. Prenons un exemple. Cela se passait en septembre dernier à l'aciérie. Un chef de table, chargé de réfléter la coulée d'acier (en ajoutant par exemple

de l'acier) s'appuie sur la poche pour voir le trou. Brûlé à 30 degrés, il est aussitôt conduit au service des grands brûlés du CHS de Lille. Explications officielles :

— le réfractaire a lâché, mais les travailleurs ont vérifié et cela était faux.
— la poche était humide, mais cela était impossible puisqu'elle avait déjà plus de 60 coulées d'usage.
— c'est une réaction « curieuse » de l'acier (bref, on ne se l'explique pas, on reste dans le néant).
— il est possible que le pontonnier ait lancé une bouteille d'eau dans la poche (sic !).

Voilà donc le contenu du compte rendu du CHS, fait par le président du CHS, autrement dit par le chef de service des deux aciéries. Conclusions : il n'y a pas d'explications réelles ! A Usinor, les accidents constituent une sorte de mystère. Personne ne sait au juste pourquoi ils arrivent... sauf bien sûr les travailleurs.

POUVOIR AU CHS

On s'en doute, les CHS n'ont pas de pouvoir réel et c'est là le fond du problème et un objectif important de lutte pour les sidérurgistes. Usinor-Dunkerque est divisée en quatre unités : fonte, acier, laminoir et divers. Il y a quatre comités d'hygiène et de sécurité, avec tous syndicats confondus, 57 délégués. Pour une usine de près de 11 000 personnes...

De plus, les entraves sont multiples. Par exemple, un

délégué de fonte ne peut pas venir à l'aciérie si celle-ci manque de délégué de CHS, et surtout, le délégué sur le lieu de travail ne peut que constater, il ne peut décider. Il ne peut par exemple interdire une poche trop pleine. Un délégué du CHS à l'aciérie me raconte : « A l'aciérie, il y a des poches trop pleines de 162 à 165 tonnes, qui dégoulinent partout. J'ai voulu plusieurs fois faire arrêter les poches, on m'a dit non. Tu n'as pas le pouvoir de faire arrêter la poche. On va prendre note, ça sera communiqué... ».

Suite à un mort, les travailleurs ont commencé à refuser les poches trop pleines. La mobilisation et la lutte sont bien la garantie des changements, mais là comme souvent, il y a aussi des possibilités pour améliorer les conditions de travail. Par exemple, il est techniquement possible de faire une pesée des poches sous les convertisseurs, pour éviter que des poches qui devraient contenir 150 à 158 tonnes portent 160 à 165 tonnes.

Dans le numéro 4 de son journal *La parole aux acieristes*, le syndicat CGT acier dénonce comme « un bourrage de crâne » la campagne sécurité 80 et écrit notamment : « que la direction nous donne du bon matériel, que l'on puisse arrêter une installation quand elle est dangereuse. Là on pourra parler de vraie et sincère politique de sécurité. C'est notre droit à tous ».

Rémi DAINVILLE

3 000 agriculteurs manifestent dans les rues d'Angers

A Angers, mercredi 26 mars, était organisé le congrès de la FDSEA, et les agriculteurs en ont profité pour manifester en ville contre la baisse du revenu paysan en Maine-et-Loire, qui est de 9 % : en effet, les charges ont augmenté trois fois plus vite que les prix à la production.

Vers 15 h 30, c'est donc près de 3 000 agriculteurs qui se retrouvèrent avec de nombreux tracteurs, place du ralliement, provoquant d'énormes embouteillages. Peu après, une délégation était reçue à la préfecture, mais n'obtenait rien sur les revendications demandées, et bien que les responsables syndicaux aient appelé ensuite à la dislocation, la plupart des agriculteurs déclareront « qu'ils n'étaient

pas venus pour rien », et commencèrent à lancer des projectiles contre les flics réfugiés dans la cour de la préfecture. Ensuite, la colère s'amplifiait. Après avoir enflammé des pneus devant la préfecture, ils arrachèrent littéralement les grilles de celle-ci, provoquant une intervention immédiate des CRS, qui chargèrent en lançant des grenades lacrymogènes à hauteur d'homme, faisant plusieurs blessés.

Ensuite, les CRS n'hésitèrent pas à poursuivre les manifestants dans les rues adjacentes, où les paysans se sont trouvés soit matraqués soit pris sous le feu des grenades lacrymogènes. Témoins, un postier qui a dû être transporté à l'hôpital.

Correspondant Angers.

Vidéocolor (Dijon) : reprise victorieuse

Les travailleurs et travailleuses de l'entreprise Vidéocolor, filiale du trust Thomson, près de Dijon (Côte-d'Or) ont repris le chemin des ateliers ce lundi 25 avril, après trois semaines de lutte. Partis en lutte totale sur diverses revendications, ils obtiennent entre autres revendications :
— Le salaire de base sera majoré à partir du 1er juin, de 100 F pour les salaires en-dessous de 2 650 F, de 80 F entre 2 650 et 2 850, de 60 F entre 2 850 F et 3 300 F. A compter du 1er mars, en outre, l'ensemble des travailleurs touche une augmentation de 3,5 % : La prime d'équipe (versée aux travailleurs en 1978) est, majorée de 12 %.
— Enfin, dernière revendication importante, les jours de congés pour enfant malade au-dessous de 10 ans ; les mères de famille se voient accordé trois jours de congés pour un enfant, cinq pour deux enfants et huit jours pour trois enfants. A signaler que les femmes sont majoritaires. Au total, c'est donc à des acquis appréciables que la lutte des ouvrières de Vidéo-color a conduit !

CIT-Alcatel : débrayage et grève totale dans les usines de Savoie

CIT-Alcatel ? C'est une filiale de la CGE, spécialisée dans la téléphonie, filiale qui voit s'ouvrir devant elle le « marché du siècle » : l'équipement de l'Irlande. Bref, les affaires marchent à merveille... sauf pour les travailleurs toutefois : les travailleurs de l'usine d'Annecy touchent des salaires extrêmement bas. Tellement bas qu'ils sont d'ailleurs les moins payés de la région. Avec leurs syndicats CGT et CFDT, ils multiplient depuis quelques jours, les débrayages forme de lutte choisie qui permet d'économiser les salaires. Leurs revendications : 200 F d'augmentation et un rattrapage du pouvoir d'achat sur l'année 1979.

Une autre usine de la filiale CGE est en grève également et de surcroît toujours dans ce même département de la Savoie. Il s'agit de l'usine située à St-Rémy-de-Maurienne. Les travailleuses voient peser sur elles la menace du chômage, la direction voulant fermer l'usine, les anciennes productions de celles-ci n'ayant rien à voir avec les nouveaux marchés de l'électronique, les ouvrières pour s'opposer à leur licenciement occupent leur atelier depuis le 19 février.

Pour téléphoner au
Quotidien du Peuple

205-51-10

Un mort au foyer Sonacotra Romain Rolland à St-Denis

Jeudi au foyer Sonacotra Romain Rolland de St-Denis (Banière parisienne), vers 9 h 30, la personne chargée de ramasser les draps pour le nettoyage est au 10^e étage. A une porte, fermée de l'intérieur, elle frappe, sans résultat. Une odeur qu'avait déjà remarquée l'occupant de la chambre voisine (une mince cloison en contreplaqué les sépare) laisse présager de ce qui s'est passé.

Said Bouziane est mort, depuis deux ou trois jours sans doute.

La police prévenue arrive près de deux heures plus tard, et constate. Reste la nécessaire intervention d'un médecin. En attendant, le corps reste.

Said Bouziane avait 44 ans. Né en novembre 1936 en Algérie. En France depuis très longtemps. La carte de séjour que me montrent ses camarades date de 1969, mais sa venue en France est bien antérieure.

Il travaillait à Pennaroya. Il y a longtemps aussi : avant son accident du travail, son arrêt couvert par la Sécurité sociale ; puis le chômage, depuis des mois. Il était comme une bonne partie de ses camarades qui logent dans ce foyer : près de la moitié sont sans

emploi.

Comme ses camarades aussi, il faisait la grève des loyers et comme eux il était menacé d'expulsion. Et la Sonacotra lui réclamait 10 722,70 F.

Il avait peu de contact avec ses voisins. C'était un homme un peu renfermé.

De quoi est-il mort ? On ne le sait. Au dire de ceux qui connaissent les conditions dans un tel foyer, les chambres minuscules — si l'on ouvre, on a froid tout de suite, si l'on ferme, l'air ne se renouvelle pas — il a peut-être eu un malaise. Peut-être est-ce autre chose.

Le rapport des médecins le dira, à condition qu'on puisse le voir. Aura-t-il un parent qui ait le droit de savoir ?

Les travailleurs immigrés, loin de ses proches, lorsqu'il n'a plus d'emploi, c'est comme le vieux qu'on ne retrouve dans son coin que pour lui réclamer quelque argent.

Notre société capitaliste l'a déjà jeté au rebut et, ne songe qu'à le renvoyer chez lui, au mépris des droits qu'il a acquis, au prix souvent de sa santé, au prix toujours d'un dur travail.

Gilles CARPENTIER



Vivre des années dans un espace aussi réduit : c'est le sort que réserve la Sonacotra aux résidents de ses foyers. Telle était la vie de Said Bouziane.

Des militaires soviétiques participent à la répression du peuple afghan, depuis le coup d'Etat de 1978

Au cours d'une conférence de presse, l'envoyé spécial de la Fédération internationale des Droits de l'homme, Mike Barry, a

rendu compte des multiples témoignages (une centaine) de réfugiés afghans qu'il a recueillis à leur arrivée au Pakistan.

Selon ces témoignages, si la répression individuelle contre les opposants s'est relâchée depuis l'installation au pouvoir de Babrak Karmal, en particulier avec la

libération de plusieurs milliers de prisonniers politiques, par contre la répression militaire massive contre les régions ou villages résistants s'est considéra-

ment développée, sous le commandement direct des troupes soviétiques, faisant des centaines de milliers de morts. Villages entiers anéantis (hommes, femmes, en-

fants), emploi du napalm, bombardements massifs : les réfugiés interrogés par Mike Barry se demandent si l'on n'est pas tout simplement en train d'exterminer

le peuple afghan (Nous reviendrons sur ces témoignages dans une prochaine édition).

En ce qui concerne la répression sous les régimes de Taraki et Amin, précédant celui de Babrak Karmal, les témoignages recueillis font état de la présence de conseillers soviétiques, dans les prisons où avaient lieu des tortures et des assassinats.

C'est le cas en particulier à la prison de Pol-é-Tcharkhi où le commandant de la prison Sayyed Abdullah, en présence de conseillers soviétiques, a fait jeter dans une immense fosse d'aisance des prisonniers, les enfonçant avec des bâtons jusqu'à ce qu'ils se noient.

Au ministère de l'intérieur, à Kaboul, des officiers soviétiques ont participé à des séances de torture : les prisonniers (dont des femmes torturées devant leur mari pour les faire avouer) étaient soumis à des chocs électriques, battus ou suspendus au plafond pendant des heures durant.

ENTERRES VIVANTS I

Une autre méthode horrible pratiquée sur des milliers de prisonniers de la prison de Pol-E-Tcharkhi est l'enterrement vivant ! Selon des réfugiés qui habitaient près

Conférence de presse de Mike Barry, envoyé spécial de la Fédération internationale des Droits de l'homme

de Kaboul, à côté du camp de Pouli-Goun : « Les prisonniers étaient amenés chaque nuit par camions. Leurs yeux étaient bandés. On les jetait dans des tranchées que les bulldozers recouvraient de terre ». En avril 1979, sous le gouvernement de Taraki, lorsque les troupes afghanes ont pris le village de Sett-E-Kandao, un officier soviétique a ordonné d'enterrer vivants, sous les bulldozers, quatre résistants capturés blessés dans le village.

En mars 1979, en représaille contre des résistants qui avaient ouvert le feu contre une garnison afghane, tous les hommes (adolescents et vieillards compris) du village de Kerala, dans la vallée du Khumar ont été anéantis. Selon les femmes des victimes, réfugiées au Pakistan, « un homme aux cheveux jaunes et aux yeux verts commandait ».

Ce qui apparaît à travers ces témoignages, c'est que les réfugiés ne font pas de distinction entre les divers gouvernements qui se sont succédés depuis le coup d'Etat pro-soviétique de Taraki en avril 1978 et que la participation soviétique dans la répression est effective depuis cette date.

Claude LIRIA

« Les chars étrangers n'ont jamais fait le bonheur d'un peuple »

C'est le titre d'un appel condamnant l'invasion des troupes russes en Afghanistan et exigeant leur retrait. Il a été lancé dans la région Marseillaise et Aixoise. Une première liste de 150 signataires a été recueillie auprès de personnes venues d'horizons divers de la gauche et comprenant de nombreuses personnalités. Parmi celles-ci, citons dans le monde du droit : Maître Michel Pezet, conseiller régional ; Me Isidore Aragones, président de la LICRA ; Me Hélène Gay ; Jean-François Carencio et Claude Reynoird, conseillers au tribunal administratif.

Dans le monde médical : docteurs Hubert Bernard, Pierre et René Bares, Dou, Roger Felts, Michel Guillian...

Dans le monde universitaire : Jean Pivasset, Gilbert Orsoni, L.R. Ménager, Marcel Morabito, Christian Bruschi, professeurs facs de

droit ; Paul Albert Février, Jean-Claude Bouvier, Roland Gori, profs facs de lettres et sciences humaines ; Beraha Frédéric agrégé de mathématiques, Marfmonn Odile, prof agrégé...

Des chrétiens : le pasteur Michel Bertrand, le père dominicain Anargier, Maurice Cassant et Jean Cornet prêtres.

Sont également parmi les 150 signataires : Marie-Pierre Souques, J.P. Courtès, J.D. Dolfuss, Tafani (secrétaire de l'UPC à Marseille), Montredon Jean-Marie (artiste peintre), Gava Marins (conseiller municipal Le Canet).

Cet appel reflète la large désapprobation qu'a suscité l'invasion russe. Il a été envoyé, avec la liste des signataires, au consulat d'URSS à Marseille. L'idée d'un comité régional de soutien au peuple Afghan, capable de prendre des ini-

tatives a été avancé mais d'autres initiatives ont été suggérées. Les personnes signataires ont été invitées à donner leur opinion sur ce point.

LES CHARS ETRANGERS N'ONT JAMAIS FAIT LE BONHEUR D'UN PEUPLE

« Des dizaines de milliers de soldats soviétiques ont envahi un petit pays, l'Afghanistan pour mater une révolte qui a le soutien majoritaire du peuple et imposer un régime minoritaire. Cette invasion ne se justifie pas. Comment oser prétendre que les troupes soviétiques répondent à l'appel d'un gouvernement qu'elles ont elles-mêmes renversé ? »

Après l'intervention du pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie, après les interventions soviético-cubaines en Afrique, après l'interven-

tion soviético-vietnamienne au Cambodge, peut-on se taire ?

Le socialisme ne s'exporte pas et les chars étrangers n'ont jamais fait le bonheur d'un peuple.

Nous condamnons toute atteinte au droit souverain des peuples à disposer d'eux-mêmes d'où qu'elle vienne ; nous ne pouvons donc que condamner ce nouveau coup de force qui s'inscrit dans une politique d'expansion dangereuse pour la paix mondiale.

C'est pourquoi les troupes soviétiques doivent être retirées d'Afghanistan. Nous demandons à tous ceux qui sont attachés à la paix mondiale et l'indépendance des nations de signer cet appel.

F.R.

Au Pakistan : visite du ministre cubain des Affaires étrangères

L'Afghanistan, enjeu d'une offensive diplomatique tous azimuts

Nulle déclaration officielle soviétique n'est venue infirmer ou confirmer les propos tenus il y a quelques jours par le ministre iranien des Affaires étrangères, selon lequel Moscou serait d'accord sur le principe de négociation régionales à cinq pays à propos de l'Afghanistan.

L'activité diplomatique importante qui se déploie dans la région est cependant un fait à noter. En visite officielle au Pakistan, le ministre cubain des Affaires étrangères a remis au président Zia un message de Castro où celui-ci exprime le « désir de contribuer à un règlement politique » du problème créé par l'intervention militaire soviétique en Afghanistan. L'envoyé cubain prépare-t-il une offensive diplomatique plus vaste de l'URSS ? Dans ce cas, la place de Cuba à la présidence du mouvement des Non-alignés ne manquera pas d'être exploitée par la Havane pour tenter d'imposer des négociations dans des termes favorables à l'URSS.

Quel que soit le type de négociations adopté, il est peu probable que les mouvements de résistance afghans acceptent de s'asseoir à la même table que le gouvernement fantoche de Babrak Karmal, le fantoche responsables de tant de crimes.

De même, on voit mal le président pakistanais Zia Ul Haq accepter de rencontrer les membres du gouvernement Karmal alors que

le Pakistan et l'ensemble des pays musulmans se sont engagés à la conférence islamique d'Islamabad à n'avoir aucune relation avec eux. D'autre part, un porte-parole du ministre pakistanais des Affaires étrangères a rappelé mardi qu'aucun contact n'était possible tant que les troupes soviétiques n'auraient pas quitté le territoire afghan.

Iran : le secrétaire du Conseil de la Révolution favorable au procès des otages de l'ambassade US

Le secrétaire du conseil de la révolution, l'ayatollah Beheshti a déclaré hier : « Puisque ni le shah, ni les biens qu'il a volés n'ont été remis à l'Iran, les otages devront être jugés ». Mais il a précisé que la décision de leur procès ne pourrait être prise que lorsque siègera le Parlement iranien, dont le deuxième tour des élections doit avoir lieu dans le mois prochain. Cette opinion est également partagée par le président des tribunaux iraniens, cependant que le ministre iranien des Affaires étrangères a démenti tout projet officiel à ce sujet.

La veille de la visite d'Arafat

L'Inde reconnaît officiellement l'OLP

Le bureau de l'OLP à Nex-Delhi aura le rand d'une ambassade. C'est ce que vient d'annoncer officiellement le gouvernement indien qui s'apprête à recevoir vendredi la visite de Yasser Arafat. Le ministre indien des Affaires étrangères en annonçant la reconnaissance officielle de l'OLP a commenté ainsi la visite du leader palestinien : « (elle) symbolise non seulement l'amitié indo-palestinienne, mais aussi la solidarité indo-arabe ». « L'octroi d'un statut diplomatique à part entière à l'OLP n'est qu'une étape logique » a-t-il ajouté.

Annulant les effets de l'embargo américain L'Argentine et le Brésil auraient livré des quantités de céréales importantes à l'URSS

Selon le ministère japonais des Affaires étrangères, l'accroissement important des livraisons de céréales en provenance d'Amérique latine semblerait avoir annulé l'effet de l'embargo décrété par les États-Unis envers l'URSS. Les milieux officiels japonais désignent comme principaux responsables l'Argentine et le Brésil, le premier aurait décidé d'exporter 7 millions de tonnes de blé vers l'URSS, contre 2 millions de tonnes l'année dernière. Le Brésil, pour sa part aurait décidé de porter ses livraisons de haricots à l'URSS à 3 millions de tonnes, contre 40 000 tonnes en 1979. Selon les mêmes sources, d'importantes quantités de céréales en provenance d'Europe auraient rejoint l'URSS secrètement.

URSS : 5 ans de relégation pour une dissidente soviétique

Dans le cadre de la vague de répression déclenchée contre les dissidents soviétiques à l'approche des Jeux Olympiques de Moscou, une des dirigeantes du groupe de surveillance des accords d'Helsinki a été condamnée mercredi à 5 ans d'exil intérieur pour « diffusion de fausses informations et de calomnies sur le système politique et social de l'URSS ». Pour la circonstance, la ville de Vladimir où s'est déroulé son « procès » a été fermée aux journalistes occidentaux, les amis de Malva Landa ont été également refoulés par les forces de police. Malva Landa avait déjà eu à faire aux tribunaux soviétiques qui l'avaient déjà condamné à deux ans de relégation sous l'accusation de « tentative de destruction de biens sociaux » pour avoir soi-disant mis le feu à son propre logement. Avant de remonter dans le fourgon cellulaire qui le ramenait en prison, elle a demandé à ses amis massés autour du tribunal de « transmettre ses amitiés à Andreï Sakharov et à tous ses amis ».

Quelques tonnes par jour, c'est ce que laisserait échapper la partie avant du Tanio enfouie par 80 mètres de fond selon les observateurs tandis que la Comex a fait des propositions soit pour renflouer l'épave, soit pour pomper le mazout, rien n'est décidé aussi bien par les assurances que par le gouvernement. Sur les plages, les appelés du contingent nettoient à coup de jet les rochers mazoutés. Il en sont réduits à ramasser le goémon et les flaques de mazout à la main.

Les élus du Finistère-Nord de leur côté sont prêts à se joindre à ceux des Côtes-du-Nord pour une manifestation à Paris des élus et de la population. Pendant ce temps, les habitants attendent toujours les indemnités de l'Amoco-Cadiz, pendant ce temps aussi les armateurs continuent leurs trafics et leurs profits, au détriment de la sécurité des marins, au mépris des populations côtières.



Les militaires ramassent le goémon à la main.

Fuites de l'épave du Tanio

Plusieurs tonnes par jour

Les élus appellent à une manifestation à Paris la semaine prochaine

Marée noire

Les armateurs en eau trouble

Huit morts lors du naufrage du Tanio, des morts qu'on a un peu vite oublié pour parler de la pollution côtière. Pour ce qui est du Maria Alejandra, qui a explosé au large de la Mauritanie faisant 35 morts, la discrétion a été totale, leur navire était vide, il n'y a pas eu de pollution. Il y a un an, c'est le Beteigeuse qui explosait ; bilan : 40 morts, d'eux aussi, on ne parle plus. Et pourtant, on continue à lancer des pétroliers ou des méthaniers de plus en plus grands avec des équipages de plus en plus réduits.

Les chantiers navals de Dunkerque viennent de lancer le «Tenaga Tiga», méthanier de 130 000 mètres cubes, commandé par la Malaisie. Il surclasse de 5 000 mètres cubes, les plus gros transporteurs de gaz naturel actuellement en service. Voilà qui est inquiétant quand on sait qu'aucune mesure sérieuse n'a été prise pour réglementer le trafic maritime international. Les armateurs eux-mêmes échappent à toute poursuite en se dissimulant derrière un imbroglio juridique. Décidément, les pétroliers naviguent en eau trouble.

Tandis que le Tanio coulait, on apprenait que 16 navires ont été sabordés vo-

lontairement en deux ans dans les mers d'Asie, afin que les propriétaires palpent des primes d'assurance. Que dire du statut des marins qui travaillent dans des conditions scandaleuses. Ces marins justement ne sont jamais invités à donner leur point de vue sur les problèmes de pollution marine ou de sécurité de la navigation. 130 à 140 marins français ont péri ou disparu en mer l'an dernier.

Or selon les experts, les naufrages, les explosions, les incendies n'ont jamais été aussi nombreux que maintenant. Pour le commandant Rigolet, président de l'Association Française des Capitaines de Navires : «Actuellement, pour l'armateur, le meilleur navire est le plus grand, le moins cher et celui qui sera armé par un équipage réduit, payé si possible au rabais». Les progrès de la technologie ont accru le gigantisme des

navires, mais au détriment des règles de sécurité : «Il y a 30 ans, l'écartement maximal entre les cloisons étanches était fixé à 100 pieds, soit 30,50 mètres. Tout a changé, les rouliers modernes n'ont plus réellement de cloisons transversales. Il ne faut pas s'étonner qu'ils disparaissent, tel le München l'hiver dernier, brûlent totalement ou même chavirent dans les ports».

La taille croissante des citernes est un risque de pollution : «Sur un 550 000 tpi, si une seule tranche cassait (3 citernes), plus de 100 000 tonnes d'hydrocarbures seraient libérées». Il y a bien un bureau (le bureau Veritas) chargé de vérifier et de contrôler la solidité des navires, mais dans les instances dirigeantes de ce bureau Veritas, on retrouve les gros armateurs ainsi que les dirigeants de la construction navale. L'application des normes internationales est du ressort des sociétés de classification dépendantes des armateurs. Même les inspecteurs de navigation chargés du contrôle disposent de très peu de moyens : «En 15 années de commandement, aucun d'entre eux n'a, devant moi, demandé à mettre en route un appareil de passerelle pour en vérifier le fonctionnement» explique le commandant Rigolet qui a commandé le premier pétrolier de 550 000 tonnes.

Léon CLADEL

Mobilisation à Laissac-Bertholène (Aveyron) contre l'uranium

La politique gouvernementale en matière d'énergie basée sur le nucléaire a pour conséquences une intensification des recherches d'uranium.

L'Aveyron, département riche en uranium, est directement concerné par cette question, puisque, en septembre 1979, on y dénombre 3 permis d'exploitation et 7 permis de recherches (330 kilomètres carrés), tandis qu'une dizaine d'autres permis de recherches sont demandés. L'exploitation est prévue à Plagnes et à Bertholène (canton de Laissac).

Une usine de traitement du minerai est prévue sur la commune de Bertholène.

A Bertholène, c'est la SCUMRA qui exploite, société dont les deux actionnaires sont la Compagnie Française de Pétrole (TOTAL) et Pechiney.

Face à la collaboration des notables et élus de Bertholène, la population s'est organisée en Comité Anti-Uranium des Palanges, les Palanges étant la plus importante forêt aveyronnaise dont une partie est sur la commune de Bertholène.

La première réunion regroupait 150 personnes du canton, dont de nombreux paysans et habitants ruraux.

Dimanche 23 mars, malgré le froid et la neige, une manifestation a rassemblé plus de 300 personnes sur le foirail de Laissac. Une vingtaine de tracteurs suivie d'une centaine de voitures se sont rendus dans la forêt des Palanges sur le site retenu pour la construction de l'usine de traitement.

Après un pique-nique sur place, un terrain convoité par la SCUMRA a été clôturé, défriché, labouré et planté de topinambours.

L'après-midi, des familles des alentours sont venues se joindre aux manifestants.

INFORMATION DES POPULATIONS LOCALES

Depuis que les populations locales ont été mises au courant des permis de

recherches sur leurs communes, plusieurs comités de défense sont nés et sont passés à l'action (Vimenot, soutenu par son conseil municipal ; Saint-Laurent-d'Olt ; Laissac-Bertholène, ...). Des réunions d'information ont eu lieu dans tous les villages et bourgs, organisées par le Comité de Liaison Uranium-Nucléaire de l'Aveyron (collectif de plusieurs organisations) qui coordonne les comités de défense sur le département.

Cela a permis aux populations rurales de la vallée de l'Aveyron, d'avoir enfin des éléments scientifiques d'appréciation sur la pollution et la destruction qui menace l'environnement (forêt, atmosphère, cours d'eau, santé, ...).

LES PRINCIPAUX DANGERS

1) Pour les travailleurs :
— Inhalation des poussières de minerai en suspension, contenant du radium,
— Dégagement de radon,
— Rayonnement émis par le minerai.

Le principal danger est le radon, gaz radioactif dont les descendants se déposent sur les parois de l'appareil pulmonaire, provoquant parfois l'apparition de cancer (risque jusqu'à 50 fois plus élevé).

2) Pour l'environnement :

— Atteintes au site : modification du paysage, destruction de terres à vocation agricole, des forêts. Les exploitations à ciel ouvert sont parfois gigantesques : trou de 15 hectares, de 130 mètres de profondeur, à Brugaud, et rarement remblayées. De toute façon, le site est stérilisé et reste radioactif.

— Pollutions de l'air et de l'eau.

— L'air est pollué par le radon qui, dans le cas d'exploitation à ciel ouvert, se dégage directement dans l'atmosphère, dans le cas de galeries, par les bouches d'aération (le radon est produit continuellement pendant des millénaires, puisqu'il se renouvelle au rythme de 7 jours et demi en quantité équivalente à celle contenue initialement dans le minerai confiné).

— Le réseau hydrographique est pollué radioactivement par le rejet des eaux naturelles qui arrivent dans les galeries et par les eaux de ruissellement provenant des stocks de minerai et des tas de stériles (roches dont on a extrait le minerai). Exemple : la concentration en radium peut dépasser d'un facteur 10 à 50 les concentrations maximales admissibles pour l'eau de boisson des populations. (d'après les experts du très officiel Commissariat à l'Energie Atomique).

— Pour les populations :

— Des nuisances : retombées de poussière, bruit de l'exploitation et des tirs de mine, secousses et ébranlement des bâtiments, circulation sur toutes les routes et chemins communaux (bruit, poussière, accidents, déver-

sement de substances dangereuses).

— Conséquence des pollutions de l'air et de l'eau : la population peut être contaminée directement, par l'air pollué qu'elle respire et par l'eau de boisson polluée qu'elle consomme. Exemple : le thorium et le radium issus de l'uranium peuvent se concentrer d'un facteur 100 à 1 000 dans les chaînes alimentaires dont l'homme est le récepteur final.

UNE MINE D'URANIUM CREE-T-ELLE DES EMPLOIS ?

Non ! Contrairement à l'argumentation des sociétés des techniciens et ingénieurs viennent toujours d'ailleurs, et les sociétés déplacent le personnel d'une mine qui ferme à l'autre.

Exemple : pour le gisement de Lodève (Hérault), ce sont principalement des mineurs du Forez et de Vendée qui ont été employés.

On utilise fréquemment des travailleurs immigrés ou du personnel temporaire, moins bien suivis sur le plan médical.

Les quelques emplois offerts aux gens de la région sont ceux de conducteurs d'engins ou ceux de mineurs (les plus exposés aux radiations).

D'autre part, une fois l'exploitation terminée (quelques années), il ne reste que de vastes zones stériles et dangereuses. Les activités induites par la mine et qui le plus souvent empiètent sur les activités traditionnelles, disparaissent avec la fermeture de la mine, et il reste encore moins de vie dans les villages qu'auparavant.

Correspondant

Le Gino : 6 mois après...

Pour le Gino l'inspection de l'épave avait été réalisée six mois seulement après le naufrage. Elle avait permis de constater que la plus grande partie de la cargaison, au lieu de se solidifier comme on l'avait annoncé un peu rapidement s'était dispersée sur les fonds. On apprend aujourd'hui que ce carbon black oil, contient à un pourcentage assez élevé du benzopyrène, produit qui agit sur les cellules, qui a des propriétés cancérigènes. Le CNEXO analyse actuellement des poissons qui ont absorbé ce carbon. Selon l'ISIPM, les coquilles Saint-Jacques se trouvant autour de l'épave sont en mauvais état.

Le Quotidien du Peuple

Directeurs politiques : Jacques Jurquet, Charles Villac
Rédacteurs en chef : Pierre Burnand, Gérard Privat

Le Quotidien du Peuple
Adresse postale BP 225 - 75927 Paris cedex 19
Directeur de publication : Y. Chevet
Imprimé par ILN-Paris, Distribué les NMPP
Commission paritaire : 56 942
Libeller les chèques à «Aujourd'hui Presse»
Société Générale 200 208 66

Interview d'André Lacaze, ancien déporté, auteur du «Tunnel»

L'esprit de la résistance en Yougoslavie

Réalisée par Claude LIRIA

Voici la suite de notre interview d'André Lacaze, le témoin vivant et l'écrivain de l'aventure extraordinaire du «Tunnel» (Ed. Julliard 40 F). Aujourd'hui il nous parle surtout de l'esprit de la Résistance qui reste si vivace en Yougoslavie.

Et même si nous ne partageons pas son opinion selon laquelle l'Union Soviétique n'aurait pas de mauvaises intentions à l'égard de ce peuple, il n'empêche qu'avec A. Lacaze nous sommes d'accord pour dire qu'aucune armée ne peut venir à bout d'un peuple décidé à se battre pour sa liberté.

C.L.

André Lacaze nous parle d'a-bord de la Brigade Liberté, composée d'anciens déportés du camp nazi de Loibl-Pass, situé en Yougoslavie, et qui avaient rejoint les Partisans yougoslaves à la fin de la guerre pour se battre avec eux.

► Alors, la Brigade Liberté, elle ne s'est formée qu'à la fin de la guerre ?

Ah non. Alors voilà : nous, dans notre camp, il y a eu des évactions. J'en parle vaguement à la fin de mon livre. Mais il y a quand même eu 10 évactions. Ça fait environ 20 gars. Et sur ces 20 gars, il y avait 14 Français. Dont le copain à qui j'ai dédié le livre, et qui a ouvert le crâne d'un SS. Et eux, ils se sont battus pendant 7 mois chez les Partisans. Ils ont formé la Brigade Liberté. Ça a été très dur. Quand on s'évadait, là-bas, c'était pour continuer la bagarre, et quelle bagarre ! La Yougoslavie était en état de guerre complet, c'était le front si vous voulez. Et les Fritz, et les Italiens, ils étaient sur les rivages et dans les villes pour que les partisans ne soient pas ravitaillés. Autrement dit, il n'y avait plus que les montagnes. Alors, quand vous partiez, c'était pour vous battre dans la montagne, mal sapés, avec des galoches de bois, par moins dix, moins quinze. Sans rien à bouffer, sans munitions. Il fallait faucher les armes. Ça a été très dur.

► En Yougoslavie, cet esprit de résistance, il existe toujours ?

Il est certain qu'au début ils n'étaient pas tellement unis, c'était un pays fabriqué de toutes pièces par le Traité de Versailles. Mais avec ce qui s'est passé en 1941, 42, 43, 44, là ils se sont soudés. L'esprit de résistance, il existe formidablement. Pour eux, il n'y a que ça. Comme un seul homme. Ils sont quand même 22 millions. Et vous comptez les bonnes femmes aussi. Elles y vont, hein ! J'aime autant vous dire : qu'est-ce qu'il y avait pendant la résistance comme fem-

mes, et comme enfants. Et des vieux aussi.

Alors j'ai toujours pensé que c'était formidable ce qu'ils ont fait après : la défense populaire généralisée. J'estimais qu'il n'y avait que ça, vous comprenez. (...)

Aujourd'hui sur 22 millions, il y en aurait vraiment 8 millions prêts à se battre, c'est pas du bidon ! 8 millions, c'est énorme. Vous imaginez ça dans les montagnes ! A mon avis, c'est un bastion imprenable. Après Tito, ça sera pareil. Vous savez, ils en ont tellement bavé : un million sept cent mille morts, et ils étaient beaucoup moins nombreux qu'aujourd'hui. Pour eux, l'envahisseur, c'est exclu. Y a pas de mystère, vous savez. Moi, je ne suis pas pour la guerre, je déteste ça. Mais il est certain que si on décide de se faire tuer, je crois qu'il n'y a aucune armée qui peut s'opposer à un peuple. Regardez les Américains au Vietnam, ils se sont cassés les dents.

Je crois que jamais les Russes ne s'y frotteront. Moi, je crois que si on leur disait «Vous allez envahir la Yougoslavie», connaissant le peuple yougoslave qui ne se laisserait pas tuer, ça serait vraiment le massacre. Je ne vois pas le peuple russe, le soldat russe allant gaiement au casse-pipe. Je le vois très bien désertant. Ça, c'est mon idée.

► Vous êtes retourné en Yougoslavie ?

Oui, oui, j'y suis retourné. Je suis retourné voir le tunnel parce que c'est quand même quelque chose qu'on a commencé et qu'on a fini. J'y suis retourné aussi à cause du bouquin. Et j'ai été complètement emballé. Je le racontais à tout le monde. J'ai été emballé par la jeunesse, la décontraction. Ils n'ont pas l'esprit comme ici, l'esprit de profit capitaliste. Ce ne sont pas des dingues du boulot.

► Et votre livre, il a été accueilli comment là-bas ?

Ah, très bien. Pourtant je ne parle pas tellement des Yougoslaves. Mais eux, ils ont énor-



Commemoration de la victoire antiazie.

Voici un extrait de la postface du «Tunnel», il montre comment, plusieurs années après la guerre, le peuple yougoslave garde vivant le souvenir de sa résistance et quel accueil chaleureux il réserve aux anciens déportés de Loibl-Pass.

«Les Yougos, eux, ont la mémoire du cœur. Les Français sont restés leurs amis, leurs frères, surtout les évadés et les anciens de la Brigade Liberté, tous décorés de la médaille des Partisans par la volonté de Tito lui-même. Alors quand ils reviennent, à l'été, avec leurs drapeaux et leurs pyjamas c'est la fête à Loibl. Estrade sur les ruines du camp, discours, fanfare, procession au crématoire pieusement entretenu et fleuri, et une minute de silence devant le monument aux morts érigé au bord de la route à un endroit d'où l'on peut voir à la fois le camp et l'entrée du tunnel. Elle est d'ailleurs très belle la sculpture, un squelette en bronze dont les immenses bras semblent prendre le ciel à témoin dans le geste de tous les martyrs abattus sur la ligne. Et, gravé sur le socle, en français : «J'accuse !»

Après le recueillement, place à la joie, direction Trzic, la petite ville terminus qui une nuit de juin 1943 avait vu débarquer trois cents Français tondus sans se douter qu'ils allaient creuser ce tunnel dont leurs ancêtres, depuis vingt générations, rêvaient.

A Trzic, pas question pour les ex-bagnards de descendre à l'hôtel. Chaque maison, chaque famille veut le sien, et pendant toute la visite ce n'est que gueuleton sur gueuleton, bal sur bal, avec Slibovic à gogo. Mais le héros de la fête est invariablement François le Bourguignon dont la réputation d'irréductible et de recordman des coups reçus avait, bien avant la libération du

mément aimé. Ils sont venus à 20 équipes ici de journalistes de la télé, des journaux. Je suis vraiment le héros, et pourtant dieu sait que je ne méritais pas ce titre-là. Mais mon livre leur a plu. 5 quotidiens l'ont passé en feuilleton, il y a eu une traduction en serbo-croate et en slovène. Il y a un film qui va se faire avec les Yougoslaves. Il y aura aussi peut-être des Américains et des Français. On va tourner là-bas, sur les lieux mêmes, je crois.

► Comment voyez-vous l'avenir de la Yougoslavie ?

(...) Je crois que même en cas de guerre mondiale, la Yougoslavie sera le dernier pays à être envahi. Je pense que maintenant, avec ce qui s'est passé dans les camps de concentration, les peuples ne veulent plus de ça. Il y a beaucoup de peuples maintenant (je ne parle pas du peuple afghan qui est un peuple de bagarreurs depuis

toujours) qui ne se laissent pas faire.

► Qu'est-ce que vous pensez de la politique extérieure de non-alignement de la Yougoslavie, face aux deux superpuissances ?

Evidemment je pense que c'est une idée assez géniale. C'est la seule solution parce que vous voyez où on en est. On est suspendu aux décisions de Carter et de Brejnev, c'est pas possible. Alors Tito, avec le non-alignement, il a eu une idée géniale. Mais c'est difficile. A l'époque de Bandoeng, c'était une grande idée. Mais aujourd'hui, il y en a qui ont plus ou moins choisi leur camp : regardez Castro.

Nous échangeons ensuite à bâtons rompus nos réflexions sur les flottes des 2 superpuissances dans le Détroit d'Ormuz, sur les troupes cubaines en Afrique, sur la bombe atomique, sur la guerre du Vietnam au Cambodge, etc...

«Les Yougos, eux,
ont la mémoire
du cœur»

Extrait du «Tunnel»

camp, déjà ému Trzic. Tout le monde là-bas se rappelle encore que, lorsque les SS avaient fait coudre sur sa vareuse le cercle rouge des condamnés à passer la ligne (1), les Partisans avaient averti Winkler (2) qu'il répondrait sur sa tête de la vie de François. Les carottes étant cuites pour l'Allemagne, Belle Rotule (2) avait épargné le Bourguignon mais ce marché tout à fait inhabituel de la part des titistes donne une idée de l'estime que les Yougoslaves portaient à François avant même qu'il ne s'engage dans leurs rangs. (...)

Et, dès qu'il arrive, sa photo en uniforme de partisan apparaît à la une du journal local. Il avait fière allure à l'époque, François, avec sa mirlouille et son caiot à étoile rouge, mais ce n'est pas pour cette raison qu'une des filles du pays, Boja («caresse» en slovène), belle-sœur du toubib, en a fait son mari. Son coup de foudre, jure-t-elle, c'est bien avant qu'elle l'a eu. Pour le tondu ensanglanté qu'elle avait repéré parmi un millier d'autres lorsque, comme sa copine Yanka, elle était employée au camp civil et agent de liaison des Partisans.

Que Loibl s'achève par un mariage, cela non plus n'a rien d'étonnant. Les gars du Kommando X étaient vraiment des types à part. Mais ce qu'il y a de navrant, c'est que leur extraordinaire aventure n'intéresse que la Yougoslavie. En France, Loibl-Pass, on connaît pas.

(1) Ce qui équivalait à une condamnation à mort.

(2) L'un des responsables SS du camp, surnommé Belle Rotule.

Pour terminer, André Lacaze me confie sa confiance dans notre peuple et son optimisme :

Je ne suis pas inquiet. En tout cas, j'ai confiance dans la jeunesse, dans vous. J'ai été d'rolement impressionné par mai 1968. Je ne suis pas du tout gauchiste. J'ai vu pas mal de choses, j'ai vécu la guerre ; par mon métier, j'ai voyagé beaucoup où ça bougeait. Mais j'ai été très impressionné par mai 1968. C'est pour ça que j'ai assez confiance dans la jeunesse. J'ai été tellement soufflé par mai 1968, (on m'a même viré de Paris-Match parce qu'on avait mis la révolution à Paris-Match. J'ai été viré après 19 ans de «bons et loyaux services»). J'étais toujours sur les barricades, pour mon boulot. Mais en même temps j'étais fasciné, j'ai vu une jeunesse gonflée, un peu comme les Yougoslaves. Et j'ai pensé que si un jour 1939 recommençait, avec ces jeunes-là, ça sera pas pareil, ils n'accepteraient pas.